

Nouvelles locales du vendredi 20 novembre 2015

@rib News, 20/11/2015 ĩ Justice - Droits de lâ€™Homme - Avant d'atre relâ€™châ€™s, les jeunes qui avaient â€™tâ€™ arrâ€™tâ€™ jeudi au centre-ville, ont â€™tâ€™ photographiâ€™s par la police. "On nous a pris en photo, et puis ils (les policiers) nous ont dit : "Malheur â€™ vous si on vous revoit au centre-ville", a expliquâ€™ un jeune qui a â€™tâ€™ relâ€™châ€™. "On nous a interdit de nous rendre au centre de Bujumbura, ils nous privent de notre droit de circuler librement, c'est grave ! Le maire devrait s'expliquer sur cette pratique", s'indigne une autre personne concernâ€™e et habitant â€™ Bujumbura. Cette rafle de la brigade anti-â€™meute a concernâ€™ une centaine de personnes environ et la police avait annoncâ€™ que tous avaient â€™tâ€™ libâ€™râ€™s jeudi, mais ils ont â€™tâ€™ libâ€™râ€™s ce vendredi.

ĩ Diplomatie - Selon un communiquâ€™ de ce 19 novembre du ministâ€™re des Relations extâ€™rieures et de la Coopâ€™ration internationale, les missions diplomatiques et consulaires ont â€™tâ€™ interdites dâ€™accomplir certaines activitâ€™s sans lâ€™autorisation de ce ministâ€™re et cette interdiction concerne aussi les organisations internationales â€™ouvrant au Burundi. Dans ce communiquâ€™, le ministre Alain Aimâ€™ Nyamitwe affirme que ces derniers jours, les missions diplomatiques et consulaires et certaines organisations internationales participent aux activitâ€™s du domaine de la justice sans son aval. Le communiquâ€™ indique que ces services citâ€™s se donnent le droit de visiter les dâ€™tenus dans diffâ€™rentes prisons du pays. Le communiquâ€™ annonce ainsi que ces missions et ces organisations doivent impâ€™rativement tenir au courant ce ministâ€™re des activitâ€™s du genre. Le patron de la coopâ€™ration internationale a prâ€™cisâ€™ par la suite que les diplomates ne peuvent accompagner devant les Cours et Tribunaux que les ressortissants de leurs pays respectifs.